



EXPERTISE COMPTABLE

Les experts-comptables réaffirment leur statut de tiers de confiance

Les experts-comptables campent sur leurs positions : le contreseing - qui donne une sécurité supplémentaire aux actes juridiques - ne doit pas être réservé aux seuls avocats (« Les Echos » du 6 janvier). Pour ce faire, le conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables (CSOEC), conjointement aux deux syndicats de la profession (ECF et Ifec), vient de saisir le Conseil de la concurrence pour avis. Avec le soutien d'organisations professionnelles comme la CGPME, l'UPA et les Medef territoriaux. « *Plutôt que cette mesure qui discrimine, nous sommes convaincus que l'interprofessionnalité est la voie à explorer en priorité pour mieux servir les entreprises qui recherchent une palette complète de services* », a justifié Joseph Zoragniotti, président du CSOEC.

Parce qu'il estime que « *la compétence et la responsabilité ne se divisent pas, mais s'enchevêtrent l'une et l'autre* », le conseil supérieur souhaite, de fait, que la signature de l'expert-comptable s'accompagne de tous les moyens nécessaires à sa crédibilité. Il vient donc de décider d'orienter la profession vers un nouveau cadre de référence. Ce dernier s'arc-boute sur trois types de missions (audit contractuel, mission d'examen et mission de présentation), se veut

conforme aux pratiques internationales et garant d'une toujours plus grande fiabilité. « *Bien entendu, nous travaillons avec la Compagnie des commissaires aux comptes dans le cadre d'une commission petites entreprises* », a assuré Joseph Zoragniotti.

Lecture des comptes

Autre cheval de bataille : la préservation des possibilités de financement des entreprises. « *Un compte d'entreprise sur deux devrait être en perte ou en chute importante, a prévenu Agnès Bricard, la vice-présidente du CSOEC. Il conviendrait donc de formaliser l'incidence de la crise dans les comptes 2009 par des commentaires dans une annexe ou une note complémentaire.* » Cette préconisation - encore à l'examen - permettrait de distinguer les incidences conjoncturelles des autres, structurelles, et faciliterait la lecture des comptes par les acteurs décisifs pour l'avenir des entreprises, les banques et les sociétés d'assurance-crédit notamment.

Sur tous les fronts, la profession comptable cherche d'évidence à tout mettre en œuvre pour défendre et élargir sa position de « tiers de confiance », reconnue par le ministre du Budget, Eric Woerth, lors de son dernier congrès annuel à Nantes.

MURIEL JASOR